

Pourquoi l'Office français de la biodiversité, "police de l'environnement", est attaquée de toutes parts



Des agents de l'Office français de la biodiversité sur le terrain avec leurs armes.

Ce 31 janvier 2025, les personnels de l'Office français de la biodiversité sont en grève.

Les 3000 agents de la "police de l'environnement" font face à l'agressivité du monde agricole alors que le gouvernement dénigre ses moyens d'action. Sociologue au CNRS, Léo Magnin s'interroge sur cette police qu'on veut désarmer.

L'Office français de la biodiversité (OFB) est dans le collimateur du monde agricole. La "police de l'environnement" est accusée par la FNSEA, syndicat majoritaire, et la Coordination rurale, syndicat politiquement situé plus à droite, de multiplier les contrôles tatillons pour faire respecter des règlements écologiques qui menaceraient l'existence de leurs exploitations. 87 agressions ont ainsi été recensées en 2024. Pourtant, le monde agricole n'est pas au cœur des missions de cet organisme.

L'OFB a été créé en 2020 par la fusion de l'Agence nationale de la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Il est chargé de faire respecter la police de l'eau (protection des rivières et des zones humides), d'apporter un cadre technique à l'évaluation de la faune et de la flore des milieux naturels, de préserver ces écosystèmes remarquables et d'encadrer la pratique de la chasse et de la pêche de loisir. En 2023, les 1700 inspecteurs de l'environnement ont procédé à près de 125.000 contrôles (dont près de 6000 non conformes), mené plus de 6000 enquêtes judiciaires et procédé à autant d'expertises.

Pourquoi cette police est-elle autant contestée ? C'est ce qu'ont voulu savoir Léo Magnin, chargé de recherche en sociologie au CNRS, Rémi Rouméas, sociologue à l'université de Bordeaux et Robin Basier, agrégé de philosophie, dans leur ouvrage *Polices environnementales sous contraintes* (Léo Magnin, Rémi Rouméas, Romain Basier, Editions Rue d'Ulm, 92 pages, 12 euros). L'un des auteurs, Léo Magnin, revient sur les résultats de leur étude mêlant analyse des textes de loi, publications et rapports disponibles, exploitation des archives de l'OFB, immersion dans un service départemental et entretiens avec ses agents.

"Les 1700 inspecteurs de l'environnement de l'OFB sont pratiquement les seuls qui exercent une police judiciaire de l'environnement"

Sciences et Avenir : Le Code de l'environnement compte plusieurs centaines d'articles. Quel écart y a-t-il ent[...]

[Lire la suite sur sciencesetavenir.fr](#)